

# Les États-Unis demandent aux voyageurs leur profil Facebook, entre autres

Avant même que l'administration Trump tienne les rênes du pouvoir, à partir du 20 janvier prochain, les États-Unis commencent à demander aux voyageurs étrangers de renseigner leurs profils de réseaux sociaux en amont de leur séjour, rapporte [Politico](#). Une décision qui vise à « identifier des menaces potentielles » au titre de la sûreté nationale et de la lutte contre le terrorisme.

La requête, facultative à ce jour, inclut un menu déroulant qui répertorie des plateformes, parmi lesquelles Facebook, Twitter, Google+, Instagram et LinkedIn, ainsi qu'un espace dans lequel l'utilisateur peut indiquer le nom associé à l'un des ces comptes. Cette option a été ajoutée au formulaire d'autorisation de voyage ESTA (*Electronic System for Travel Authorization*) que certains voyageurs doivent remplir avant de se rendre aux États-Unis. Sont concernés : les ressortissants de 38 pays, dont la France, qui séjournent aux États-Unis dans le cadre du programme d'exemption de visa (Visa Waiver Program – VWP, en anglais).

## Quelle protection des données personnelles ?

L'initiative intervient au moment où Washington tente d'améliorer le repérage d'individus ayant des liens avec des groupes terroristes comme l'organisation État islamique. L'objectif étant de leur interdire l'accès au territoire étatsunien. Mais le projet dévoilé en juin dernier par l'administration Obama à propos des profils de réseaux sociaux est vivement critiqué. L'Internet Association, qui compte Amazon, Google, Facebook et Twitter, parmi ses membres, s'est jointe aux organisations de défense des libertés (ACLU, Access Now...) qui soutiennent qu'une telle initiative menace la libre expression, la vie privée et la sécurité des voyageurs.

*« Il y a très peu de règles concernant la façon dont ces informations sont recueillies, maintenues et diffusées auprès d'autres agences. Il n'existe aucune directive sur la façon de limiter l'utilisation par le gouvernement (américain) de ces informations », a déclaré Michael W. Macleod-Ball, chef d'équipe du bureau législatif de l'ACLU (American Civil Liberties Union) à Washington. Certes « le choix d'indiquer ces informations est techniquement volontaire, a souligné de son côté Nathan White, responsable juridique d'Access Now. Mais le processus pour entrer aux États-Unis est déroutant. Il est donc probable que la plupart des visiteurs rempliront complètement le formulaire, plutôt que de risquer des questions supplémentaires de la part d'agents en uniforme – ces mêmes agents qui décideront lesquelles de vos blagues sont drôles, lesquelles font de vous un risque pour la sécurité ».*

**Lire aussi :**

[ETIAS : vers un système européen d'autorisation de voyages](#)

[Twitter n'aidera plus le gouvernement US à surveiller ses utilisateurs](#)

[Data : Twitter rappelle les développeurs à l'ordre](#)

**crédit photo © sergey nivens shutterstock**